

capitaux étrangers mais qui apportent du travail à ces hommes, à ces pères de famille, à ces jeunes, à ces femmes, ou si l'inexistence des PME, à cause d'un manque d'investissements, est préférable.

L'honorable députée nous a également mentionné que dans l'ancien gouvernement on avait fait des efforts fantastiques en vue de la reprise économique. Je ne sais pas à quel prix on a fait cela, monsieur le Président, ni également dans quelle situation on a laissé cette reprise économique.

Mme Killens: Eh bien, monsieur le Président, l'honorable député m'a demandé si la situation dans ma circonscription était comme cela avant le 4 septembre. Je dois vous dire que depuis le 4 septembre la situation est pire. J'ai une circonscription . . .

Des voix: Oh, oh!

Mme Killens: Non, vous allez m'écouter comme il se doit! J'ai une circonscription de collets bleus, en majorité des travailleurs de la construction. Alors vous vous imaginez ce qui se passe au sujet de l'énoncé budgétaire économique du ministre des Finances (M. Wilson) qui annonce des coupures partout. Les gens sont pris de panique, ont peur, et je reçois dans mon bureau des groupes de ces messieurs qui se voient congédiés. Déjà l'hiver arrive, ce n'est pas possible. On connaît la situation dans la ville de Montréal, le maire Drapeau a un rêve de 20,000 logements construits dans l'Île de Montréal, mais voilà qu'il est lésé dans son objectif lui-même, et moi les retombées dans ma circonscription, c'est qu'en ayant la majorité des travailleurs de la construction, c'est pire depuis le 4 septembre, mais ce qui est encore pire depuis le 4 septembre, c'est le groupe de jeunes étudiants, sachant qu'il n'y aura pas de programme de Jeunesse-Canada au travail . . .

M. Malépart: C'est atroce!

Mme Killens: . . . commencent déjà à faire la queue dans mon bureau pour me demander conseil. Mais moi, je dis: On attend, ils sont en consultations.

M. Rossi: Comme d'habitude.

Mme Killens: Comme d'habitude, comme le dit mon collègue de Bourassa (M. Rossi). Je ne sais pas quoi dire à ces jeunes qui viennent dans mon bureau. Alors la situation est pire à cause de ces coupures budgétaires que l'on vit chez nous. Alors voilà la réponse, monsieur le Président.

[Traduction]

M. le vice-président: S'il n'y a pas d'autres questions ou d'autres commentaires, nous allons reprendre le débat.

M. Iain Angus (Thunder Bay-Atikokan): Monsieur le Président, j'ai d'autant plus de peine de participer au débat sur le C-15 que j'aurais cru qu'à notre époque, en 1984, nous ne ferions pas marche arrière. Nous devons donc nous serrer les coudes pour empêcher le gouvernement de faire passer ce projet de loi rétrograde qui non seulement n'apportera rien de bon à nos concitoyens, mais finira par les dépouiller à la longue. Je vais donc expliquer ce qu'il arrive à la longue. Je vais donc expliquer ce qu'il arrive à l'économie du Canada quand nous laissons entrer les capitaux étrangers, quand des sociétés outre-frontière se portent acquéreur de services qui existent déjà ou établissent des filiales. Je vais vous énumérer les filiales de sociétés étrangères établies au Canada, monsieur le Président. Cette liste date déjà, semble-t-il. Il s'agit des filiales de sociétés étrangères établies en Ontario, en 1980, filiales appartenant à

des étrangers qui ont décidé, pendant la récession, de consolider et de concentrer leurs activités à la société mère, aux États-Unis, au lieu de s'occuper de leurs filiales canadiennes. Voici la liste des filiales qui ont fermé leurs portes avec le nombre d'employés mis à pied: Bendix Automotive of Canada Ltd., à Windsor, 55 employés; toujours Bendix, 650 employés; Canada-Ferro Company Limited, à Brampton, 108 employés; Chrysler Canada Ltd., à Windsor, 2200 employés; Crownfab of Canada Ltd. d'Oakville, 90 employés; Essex Wire, à Dunnville, 350 employés; Ford Motor Co. of Canada Ltd., Windsor, 840 employés; Gabriel of Canada., Orangeville, 20 employés; Houdaille, Oshawa, 500 employés; Rockwell International of Canada Ltd., Parry Sound, 200 employés; Sealed Power, Stratford, 180 employés et Vulcan Equipment, à Fergus, 56 employés. Toutes ces sociétés sont des filiales qui ont fermé leurs portes lorsque la conjoncture est devenue difficile parce que les Américains, qui en étaient propriétaires, ont décidé de protéger d'abord leurs propres compagnies. Le nombre de mises à pied au Canada a été épouvantable. En sept mois, plus de 130,000 en Ontario. En tout, 140,536 personnes ont perdu leur emploi parce que les patrons américains ont décidé de protéger les emplois aux États-Unis.

• (1530)

Voilà quelles sont les conséquences des investissements étrangers au Canada en l'absence d'un dispositif de contrôle comme celui de l'AEIE. Au lieu de créer Investissement Canada, nous aurions dû renforcer l'AEIE pour que plus de la moitié des investissements se traduisent par la création de nouveaux emplois au Canada.

J'ai parlé de l'usine Houdaille qui fabriquait des pare-chocs d'automobiles à Oshawa depuis plus de 50 ans. En 1979, le ministère de l'Industrie et du Commerce lui a accordé une subvention de \$600,000 pour financer l'achat de nouvelles machines-outils. Vers la même époque, plus précisément au mois de mai de la même année, Houdaille Industries a été rachetée par KKR Investments, un holding dont le siège social se trouvait en Floride, et l'AEIE a approuvé la transaction en décembre. En fait, les actionnaires avaient été prévenus de la fermeture progressive de l'usine d'Oshawa avant même que l'AEIE ait approuvé la transaction. Une dizaine de jours à peine après la décision de l'AEIE, la moitié des salariés ont été licenciés. Six mois plus tard, le 9 juillet 1980, on a annoncé la fermeture de l'usine. Les ouvriers restants avaient au minimum 18 ans d'ancienneté et beaucoup avaient plus de 30 ans d'ancienneté, la moyenne étant de 29 ans. Voilà ce qui se passe en l'absence de contrôles.

Jetons un coup d'oeil sur des statistiques récentes. En 1982-1983, sur les 50 premières compagnies du Canada, 32 appartenaient à des Canadiens, ce qui représente 63 p. 100 de l'ensemble. Les entreprises de ce groupe ont perdu 9,953 emplois. Mais les 11 compagnies contrôlées par des capitaux américains, qui représentaient seulement 22 p. 100 du total, ont perdu 17,487 emplois. Il y avait aussi trois sociétés appartenant à d'autres intérêts étrangers; elles représentaient 6 p. 100 du total et ont perdu 550 emplois. Ce n'est pas dans cette voie que nous devrions nous diriger, monsieur le Président. Il est évident que les compagnies canadiennes obtiennent de meilleurs résultats. Parce qu'elles sont canadiennes, elles ont de bonnes raisons de ne pas licencier leurs salariés qui sont leurs